Les Français sont-ils de venus libéraux ?

Les enquêtes d'opinion sur la transformation des valeurs au sein de la société française font apparaître une aspiration à plus de **libertés individuelles,** en matière de mœurs comme sur le plan économique. La France serait-elle convertie au **tout-libéral** ? La société française, aujourd'hui, est davantage tournée vers l'**individu,** au détriment d'institutions de régulation collectives comme l'Eglise, les syndicats ou les partis, dont le rôle s'est affaibli. Mais cette reconnaissance ne signifie pas l'avènement d'un individualisme débridé. Au contraire, elle s'accompagne de la revendication d'une **égalité** plus concrète entre les individus et la recherche de nouvelles règles collectives. Pour des **citoyens** libres, mais aussi égaux.

1. Peut-on évaluer les valeurs ?

La France, comme tous les pays riches, est abreuvée de sondages : *« Etes-vous partisan des privatisations ? »*, *« Faut-il rétablir la peine de mort ? »*... Médias, entreprises, gouvernement et partis politiques sondent l'opinion à n'en plus finir. Et les résultats publiés ne représentent que la partie visible d'un iceberg de plusieurs milliers d'enquêtes annuelles. Peut-on retirer de cette masse autre chose qu'une photographie éphémère, souvent tronquée par la forme même des questions posées ?

Plusieurs travaux tentent d'aller plus loin, notamment en s'intéressant à l'évolution de l'opinion dans le temps. Les résultats d'une enquête sur les valeurs (*), réalisée en 1999 dans une trentaine de pays européens, baptisée Arval (du nom de l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs), viennent d'être publiés pour la France. Elle reprend des questions déjà posées en 1981 et en 1990 (1). Deux autres enquêtes prennent régulièrement le pouls de l'opinion : celle sur les « Conditions de vie et aspirations des Français », menée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) depuis fin 1978 (2), et celle, plus confidentielle, de la société Agoramétrie, réalisée depuis 1977 (3). Vingt années d'observations détaillées permettent de commencer à établir des analyses plus approfondies de l'opinion.

Que mesure-t-on ? Comme l'analyse Pierre Bourdieu, les sondeurs cherchent en vain quelque chose qui n'existe pas : ils mesurent artificiellement, à un moment donné, des positions individuelles sur des questions précises, selon des problématiques qui ne sont pas forcément celles des personnes interrogées, compte tenu de leur position sociale, et sur lesquelles tout un chacun n'a pas compétence à se positionner. La façon dont les questions sont posées influence les réponses de façon souvent déterminante. En agrégeant les opinions individuelles, les sondeurs fabriquent un être collectif, l'opinion publique (*), qui serait doté de valeurs propres. D'où la conclusion de Pierre Bourdieu : *« L'opinion publique, dans l'acception implicitement admise par ceux qui font les sondages d'opinion ou ceux qui en utilisent les résultats, (...) n'existe pas »* (4).

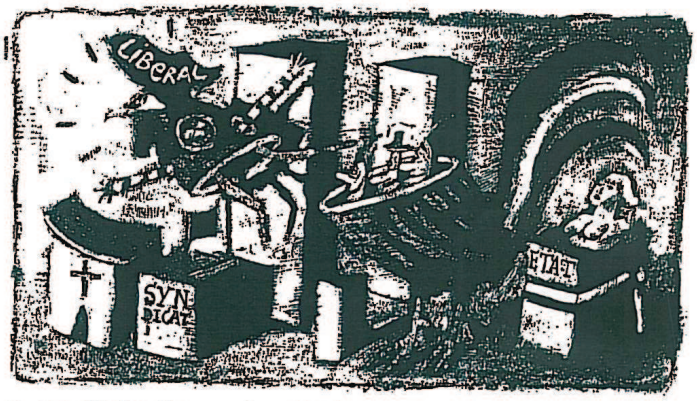
Une partie de la population refuse d'ailleurs de répondre aux sondages. Ainsi, l'enquête Arval n'a sondé que 19 % de personnes ayant au maximum le certificat d'études primaires, alors que la population française en comprend le double, et 1 % d'étrangers, alors qu'ils constituent 6 % des habitants : *« C'est le biais de tous les sondages, mais que nous avons affiché clairement, contrairement à d'autres. Nous mesurons les valeurs de ceux qui sont réellement le mieux intégrés à la société »*, répond Pierre Bréchon, professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble, qui a dirigé l'enquête Arval. Un refus à rapprocher des comportements de non-participation politique de ces mêmes groupes sociaux.

Enfin, entre les réponses aux sondages et les pratiques, l'écart est parfois grand : on ne fait pas toujours ce que l'on dit et répondre à un questionnaire n'engage à rien... En outre, une partie des réponses correspondent surtout à ce que l'enquêté imagine être la « bonne réponse » que le sondeur attend. On ne dévoile pas facilement, par exemple, des opinions qui sortent de la norme générale. Ainsi, selon l'enquête Arval, 81 % des Français (5) estiment qu'il est *« très important »* ou *« assez important »* de partager les tâches ménagères, alors que les enquêtes sur les emplois du temps montrent que ces tâches demeurent très inégalement réparties et que le partage n'évolue que très lentement.

Les réponses n'offrent pas non plus nécessairement de cohérence entre elles : un individu peut avoir un système de valeurs en partie contradictoires ou... qui peuvent paraître contradictoires au sondeur : *« "Concurrence" fait figure de mot magique, avec 84 % d'évocations positives. Mais le très bon score d'"Etat", avec 73 % d'opinions favorables, atteste de l'ambivalence de l'opinion à ce sujet, à l'image de celle des principaux responsables politiques »*, analyse Pierre Giacometti, directeur général d'Ipsos opinion (6). Sans doute. Mais on peut aussi considérer que l'opinion publique fait preuve de cohérence, en affirmant ainsi qu'il n'y a pas de marché sans règles !

Faut-il pour autant brûler les sondages ? Ils permettent tout de même, avec toutes leurs limites, d'apprécier pour une part les aspirations et les opinions de la population. Et les comparaisons dans le temps font apparaître des évolutions souvent significatives.

* **Valeurs :** idéaux collectifs qui définissent les critères du désirable, du bien et du mal.
* **Opinion publique :** agrégation des positionnements d'un ensemble de personnes sur une problématique publique.



2. Un libéralisme égalitaire

« Une des grandes conclusions de l'enquête est bien dans la poursuite du mouvement d'individualisation », indique Pierre Bréchon. Sur le plan des valeurs culturelles, le libéralisme continue à se diffuser : l'opinion est de plus en plus tolérante vis-à-vis de pratiques autrefois rejetées. De 1981 à 1999, la part de ceux qui estiment que l'homosexualité ne peut jamais se justifier est tombée de 45 % à 21 %. Même mouvement quant au divorce et à l'avortement, pour lesquels on passe respectivement de 28 % à 15 % et de 36 % à 25 %.

Cette évolution en faveur du libéralisme s'observe également dans le domaine économique. Pas moins de 61 % des Français se disent favorables aux privatisations des grandes entreprises nationales, 78 % à l'actionnariat salarié, 79 % aux fonds de pension, 74 % à l'assouplissement des règles du contrat de travail, selon le sondage Ipsos-Le Figaro magazine sur « Les nouvelles frontières politiques en France » (6). De même, selon Agoramétrie, 73 % des sondés s'accordaient à penser que trop de charges pesaient sur les entreprises en 1997, contre ▲▲▲

(1) Voir *Les valeurs des Français : vingt ans d'évolution*, sous la dir. de Pierre Bréchon, éd. Armand Colin, 2000.

(2) Voir *L'espace des opinions des Français, dix-neuf ans d'observations*, coll. Cahiers de recherche n° C122, éd. Crédoc, octobre 1998. Les résultats détaillés ne sont pas publiés.

(3) Résultats non publiés.

(4) *Questions de sociologie*, éd. de Minuit, 1984.

(5) Toutes les enquêtes citées ont été réalisées auprès d'échantillons d'environ 1 000 personnes.

(6) Voir « Les nouvelles frontières politiques en France », enquête Ipsos-Le Figaro magazine, mai 2000.

60 % au milieu des années 80. Mais ce libéralisme a des limites : 43 % de la population pense que l'Etat doit intervenir davantage dans l'économie, contre 22 % qui estiment qu'il doit intervenir moins, indique l'Ipsos. Dans le même esprit, 60 % des Français estiment qu'il n'y a pas suffisamment de règles dans l'économie, selon un sondage Sofres (mai 2000).

L'épanouissement individuel peut d'ailleurs entrer en conflit avec un libéralisme économique qui passerait par la croissance sans borne du marché et la marchandisation de certaines activités. On sent poindre une critique de la société de consommation : 70 % des Français estiment qu'attacher moins d'importance à l'argent serait une bonne chose et 92 % voudraient qu'on arrive à une manière de vivre plus simple et plus naturelle. Des interrogations se font jour, même si l'on manque de points de comparaison dans le temps et même s'il y a une part d'hypocrisie dans ces réponses sans conséquences. Pour s'en convaincre, il suffit de fréquenter les centres commerciaux le samedi après-midi.

Libéraux, les Français n'en semblent pas moins profondément attachés aux valeurs de l'égalité, comme l'ont bien montré les politologues Guy Michelat et Michel Simon (7). A la question de la Sofres *« Pensez-vous qu'il y a trop d'écart entre les plus pauvres et les plus riches ? »*, 88 % étaient tout à fait d'accord en 1981, et 96 % en 1994. Selon Agoramétrie, 67 % des sondés estimaient en 1998 qu'*« il faut réduire au maximum les écarts entre les revenus »*, contre 50 % en 1984. Selon un récent sondage CSA pour *L'Humanité* (juin 2000), 68 % des Français estimaient que *« l'inégalité est un obstacle au développement harmonieux de la société, car elle oppose les individus entre eux »*.

Egalitaristes, les Français n'en sont pas moins favorables à la baisse des impôts, sauf si elle s'applique à plus riche qu'eux : 57 % seraient favorables à une augmentation de l'impôt sur les plus-values boursières, 63 % sont opposés à une baisse des impôts sur les plus hauts revenus... La France se distingue néanmoins, dans ce domaine, d'un pays comme les Etats-Unis, où l'inégalité a bien meilleure presse. De telles réponses peuvent permettre de comprendre pourquoi le discours sur la fracture sociale a séduit les Français en 1995, et en quoi l'impuissance à la résoudre a pu aider à la victoire de la gauche en 1997.

Ce libéralisme égalitaire n'est pas forcément aussi incohérent qu'il en a l'air. *« L'évolution semble ainsi pouvoir être caractérisée à la fois par la continuation d'une demande de liberté dans la vie privée et par la montée d'une demande de règles collectives »*, note Etienne Schweisguth, directeur de recherche au Centre d'étude de la vie politique française, Cevipof (8). Il n'y a rien de nouveau dans la volonté d'autonomie croissante des individus, liée notamment au déclin des solidarités mécaniques existantes dans les sociétés traditionnelles, que soulignait déjà Emile Durkheim, à la fin du XIXe siècle, dans sa thèse sur la division sociale du travail. Mais cette libéralisation appelle d'autres formes de régulation sociale et ne conduit pas forcément au chacun pour soi. Au final, l'opinion paraît assez en accord avec la Déclaration des droits de l'homme – *« Les hommes naissent libres et égaux »* – et semble souhaiter que l'un n'aille pas sans l'autre.

THÉORIE

Marx, Weber et les valeurs

« L'idéologie commande-t-elle les pratiques, ou est-ce l'inverse ? Marx et Engels, dans *L'idéologie allemande* (1846), réagissent à la philosophie hégélienne idéaliste. Ce n'est pas l'idée qui dicte les comportements, mais le contraire : *« Les représentations, la pensée, le commerce intellectuel des hommes apparaissent ici encore comme l'émanation directe de leur comportement matériel ».*

Les catégories dominantes disposent des moyens d'imposer les valeurs qui servent leurs intérêts, en les faisant passer pour universelles.

« Les choses sont-elles aussi mécaniques ? Weber, dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1905), montre les convergences qui existent entre un système de production et l'éthique calviniste d'ascétisme dans la vie quotidienne, de valorisation du travail sans condamnation de l'accumulation, éthique qui préexiste au capitalisme. Mais la distinction entre les auteurs n'est pas aussi simple qu'on le dit souvent : *« Les idées ne naissent pas comme des fleurs »*, écrivait Weber. Marx, de son côté, était peu intéressé par la question de la religion.

« La suite a montré qu'idéologie et pratique entretenaient des liens étroits d'interdépendance.

Pierre Bourdieu, en empruntant à Aristote la notion d'*habitus* (ensemble de dispositions durables, plus ou moins inconscientes, acquises au sein du milieu social d'origine, qui guident les pratiques et les représentations des individus), réalise une sorte de synthèse : l'individu agit et forge ses représentations à l'intérieur de systèmes de pensée, au sein desquels l'origine sociale joue un rôle clé.

3. Comment se forment les valeurs ?

Les sondages donnent l'illusion d'une autonomie des valeurs, comme si l'idéologie d'une population fluctuait librement au fil de l'humeur des individus, indépendamment de leur position dans la société. En fait, les valeurs résultent d'une construction (l'histoire des individus) dans des contextes précis (familiaux, scolaires, politiques, économiques, etc.). *« Les valeurs sont le reflet socialisé des émotions, les forces psychiques primaires ayant trouvé par l'apprentissage une cohérence qui s'exprime dans tous les actes de la vie, sans qu'on en ait conscience »*, définit Jean-Pierre Pagès, sociologue, qui dirige l'enquête Agoramétrie.

Il est vain de chercher lesquelles, des pratiques ou des valeurs, déterminent les autres. L'affaiblissement de l'influence de l'Eglise catholique explique en partie le libéralisme croissant de l'opinion en matière de mœurs. Mais cette évolution est aussi, en retour, un des éléments d'affaiblissement de l'Eglise, du fait du conflit croissant entre ses enseignements et les pratiques sociales. Urbanisation, travail salarié des femmes, pratiques de consommation, toute transformation sociale engendre des changements de valeurs qui agissent en retour sur le fonctionnement de la société. *« Plus une société connaît de mobilité et de changements de toutes sortes, plus nombreuses sont les occasions de transgresser les anciennes normes* (a) *et d'en établir de nouvelles »*, affirme Etienne Schweisguth (9). Pour lui, l'élévation du niveau d'éducation joue un rôle central.

Ces tendances de fond s'inscrivent dans une histoire politique, économique et sociale. Les conflits extérieurs, comme la guerre d'Algérie, ou internes, comme Mai 68, voire des mouvements de grève de moindre ampleur, façonnent les valeurs des générations qui les vivent, en particulier au moment de l'adolescence. La tolérance plus grande vis-à-vis de l'homosexualité est certainement le résultat de facteurs structurels, comme le déclin de l'influence de l'Eglise, mais n'aurait sans doute pas été aussi rapide sans les conséquences dramatiques de l'épidémie de sida.

La montée du chômage de masse et l'exclusion d'une frange importante de la jeunesse auront marqué les générations nées dans les années 60 et 70. La montée de l'abstention et le moindre intérêt vis-à-vis des partis politiques (au-delà des pratiques de financement douteuses) paraissent logiques, compte tenu de leur impuissance, jusqu'à récemment, à empêcher la dégradation des conditions d'emploi. L'inverse s'est produit pour la famille : face à la crise, elle a constitué un lieu de solidarité. Mais ce retour en grâce de la famille ne signifie pas que la population cherche à revenir à des formes anciennes de relations. Les effets de la reprise de la croissance se font sentir dans le domaine de la tolérance à l'égard de l'immigration, où les discours ont changé en quelques années : la part de la population d'accord avec l'opinion *« Je pense qu'on est mieux entre Français »* est passée de 40 % à 28 % entre 1994 et 1998, selon la Cofremca.

Le rôle des médias est beaucoup plus controversé. Pour Agoramétrie, ils jouent un rôle essentiel, en reproduisant le débat des acteurs sociaux et politiques. Servent-ils de simple caisse de résonance ? Sont-ils orientés pour défendre des valeurs de groupes particuliers ? Si c'est le cas, quelle influence réelle ont-ils ? *« La classe, qui est la puissance matérielle dominante de la société, est aussi la puissance spirituelle dominante »*, écrivaient Marx et Engels au milieu du XIXe siècle (dans *L'idéologie allemande*). Et ils ajoutaient qu'elle *« dispose des moyens de production intellectuels »*, ce qui lui permet de donner à sa pensée *« la forme de l'universalité »*. La concentration croissante de la presse entre les mains de quelques grands groupes privés n'est pas sans conséquences sur le message lui-même, notamment dans la défense du libéralisme économique.

Les propriétaires des grands médias n'ont pas tout pouvoir : ces firmes doivent aussi composer avec des journalistes et surtout avec des clients qui ont aussi leur appréciation de la réalité. Ils se détourneraient d'une information trop décalée avec leur vécu quotidien. L'individu lui-même décode cette information à partir de son propre prisme personnel. Sinon, il serait difficile, par exemple, d'expliquer la victoire de la gauche en 1981, compte tenu de la maîtrise de l'information par le pouvoir en place de l'époque. On comprendrait mal pourquoi 72 % des Français souhaitent l'instauration de la taxe Tobin sur les flux internationaux de capitaux pour aider les pays du tiers monde. Ou encore le succès d'une personnalité comme José Bové, un des *leaders* de la Confédération paysanne.

Comment envisager les transformations à venir des systèmes de valeurs ? L'aspiration des individus à devenir maîtres de leur destin devrait s'accroître avec l'élévation du niveau de formation de la population. Les transformations de la famille, combinées aux progrès de la génétique, imposeront sans doute de nouvelles valeurs et de nouvelles normes en matière de reproduction de l'espèce et de relations entre les personnes. La croissance, si elle dure, amènera logiquement des interrogations sur sa soutenabilité en matière d'environnement et sur le partage de ses fruits. Reste à savoir si l'aspiration à plus de libertés individuelles conduira à donner un contenu concret à l'égalité des droits entre hommes et femmes, entre catégories sociales ou entre groupes d'origines différentes. ■

Louis Maurin

Pour plus de liberté et plus d'égalité

Evolution des valeurs des Français, en %. Sondages réalisés auprès de 1 000 personnes

LES MŒURS	1981	1999
Pensent que l'homosexualité ne peut jamais se justifier	45 %	21 %
Jugent que l'avortement ne peut jamais se justifier	36 %	25 %

Source : enquêtes Avrel

L'ÉCONOMIE	1988	1997
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	60 %	73 %

Source : enquêtes Agoramétrie

Plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec le fait qu'il y a trop d'écart entre les riches et les pauvres	88 %	96 %

Source : enquêtes Sofres

a Normes : règles ou usages reconnus comme légitimes dans un groupe ou une société, en accord avec ses valeurs.

(7) « 1981-1995 : changements de société et changements d'opinion », *L'état de l'opinion 1996*, Sofres, éd. du Seuil.
(8) Voir *Les valeurs des Français*, op. cit.
(9) Voir « France, le mythe du néoconservatisme », *Futuribles* n° 227, janvier 1998.

Pour en savoir plus

- *Les valeurs des Français : vingt ans d'évolution*, sous la dir. de Pierre Bréchon, éd. Armand Colin, 2000.
- « L'évolution des valeurs des Européens », *Futuribles* n° 200, juillet-août 2000.
- *L'Etat de l'opinion 2000*, Sofres, éd. du Seuil. Un document renouvelé chaque année.
- *Sondages, mode d'emploi*, par Roland Cayrol, Presses de la FNSP, 2000.
- Les instituts de sondage diffusent une partie de leurs résultats sur Internet. Voir notamment pour l'Ipsos : www.canalipsos.com la Sofres : www.sofres.com l'Ifop : www.ifop.com/europe le CSA : www.csa-tmo.fr